REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 26 septembre au 02 octobre 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Sécurité maritime.....2
- Sûreté maritime : un exercice régional de simulation de pollution marine tenu dans nos eaux
- Sécurité maritime : Maurice accueille un Regional Field Training Exercise
- VIDÉO] Lutte contre la pollution maritime : un exercice de simulation organisé dans nos eaux par la COI

1.2 Conférence ministérielle économie bleue.....6
- Une coopération régionale pour favoriser l'économie circulaire

1.3 Culture.....8
- Océan Indien : Les opportunités de coopération entre artistes au cœur d'une discussion ouverte

1.4 Agro-écologie.....9
- Transition agro-écologique en océan Indien : le projet APTAE-OI lance ses ateliers régionaux

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....10
- Préservation de l'équilibre entre agriculture et écosystème : Un défi du tavy à Madagascar

2.2 Tourisme.....11
- Programme Miatrika : Pour améliorer la compétitivité des entreprises touristiques

2.3 Economie.....12
- GFCI 34 : Maurice améliore son rang et affirme sa proéminence dans le paysage financier international

2.4 Coopération.....13
- Maneesh Gobin : « Un accord sera signé avec la Corée du Sud pour attirer plus de touristes coréens »

2.5 Election Madagascar.....14
- Agenda chargé pour les émissaires des Nations Unies

2.6 Election Comores.....15
- Les membres de la CENI en formation

Sûreté maritime : un exercice régional de simulation de pollution marine tenu dans nos eaux

by Shaili Neerbun



Un exercice régional de simulation de pollution marine a été organisé en haute mer le mercredi 27 septembre 2023. Une initiative de la Commission de l'Océan Indien en collaboration avec les autorités mauriciennes, à travers MASE, le programme financé par l'Union européenne pour la sûreté maritime. Des représentants de différentes instances internationales étaient également à bord du CGS Barracuda. Ci-dessous, retour en images sur cet exercice dans le reportage de **Reeya Rambojun** :



Sécurité maritime : Maurice accueille un Regional Field Training Exercise

Le ministère des Affaires étrangères collabore avec les représentants de plusieurs pays voisins



La pollution marine a toujours représenté un défi pour plusieurs gouvernements des îles et d'autres pays de l'océan Indien. C'est dans cet esprit que le ministère des Affaires étrangères accueille ce lundi 25 au vendredi 29 septembre un Regional Field Training Exercise, soit un atelier qui vise à trouver des solutions pratiques au problème de pollution marine.
Le but de cet atelier est de former et établir un mécanisme en commun qui aidera les pays de l'océan Indien, à mieux se préparer pour répondre à d'éventuelles catastrophes liées à la pollution de la mer.

Dans le cadre de ce programme de lutte, le pays a le soutien du secrétariat de la Commission de l'Océan Indien (COI) et des représentants des autorités concernées venant des îles, tels que La Réunion, Madagascar, les Comores, Seychelles et Djibouti. Parmi les grands pays de l'océan, on retrouve le Mozambique, la Tanzanie, l'Afrique du Sud et même des pays comme l'Australie, l'Inde, l'Amérique, le Japon et l'Italie, entre autres.
L'Indian Ocean Rim Association participe dans cet événement aux côtés des organisations africaines et asiatiques qui sont concernés par l'océan Indien.

Plus information :

- **Environmental drivers of maritime insecurity: governance, enforcement and resilience in the western Indian Ocean**

VIDÉO] Lutte contre la pollution maritime : un exercice de simulation organisé dans nos eaux par la COI



La Commission de l'océan Indien (COI) en collaboration avec les différentes autorités mauriciennes organise un exercice de terrain régional de sécurité maritime appelé MASEPOLREX23. L'objectif principal de cet exercice est d'évaluer le niveau de préparation et de capacité des parties prenantes régionales à faire face aux incidents de pollution maritime causés par des hydrocarbures. L'exercice se tiendra cette semaine dans les eaux de l'ouest de l'île. À cet effet, une cérémonie d'ouverture a eu lieu aujourd'hui, lundi 25 septembre 2023 au Caudan Arts Centre, à Port-Louis. Les précisions avec **Daivik Rajcomar** ci-dessous :







CONSEIL DES MINISTRES

Exercice régional contre la pollution marine

Un exercice régional de formation sur le terrain dans le cadre de la mise en opération d'un mécanisme pour lutter contre la pollution marine aura lieu du 25 au 29 septembre 2023. Le ministère des Affaires étrangères et le secrétariat de la Commission de l'océan Indien travaillent ensemble pour développer ce mécanisme régional. Cela assurera une meilleure préparation et une meilleure réponse à cette problématique. Des représentants des autorités des Comores, de Djibouti, de la France/de la Réunion, du Kenya, de Madagascar, du Mozambique, des Seychelles, de Somalie, d'Afrique du Sud, de la Tanzanie, du Yémen et des pays partenaires, tels que l'Australie, l'Inde, l'Italie, le Japon et les États-Unis, sont attendus dans le cadre de cette opération. t.

La Gazette des Comores

Une coopération régionale pour favoriser l'économie circulaire

29/09/2023 Andjouza Abouheir
Rédacteur



La commission de l'océan indien (COI) a tenu du 18 au 21 septembre 2023 à Maurice, la conférence ministérielle sur l'économie bleue et circulaire dans les Etats insulaires d'Afrique et de l'océan indien. Les acteurs ont convenu de mobiliser la coopération régionale en faveur de l'économie circulaire, notamment à travers la COI, pour développer des filières communes, partager les savoir-faire et faciliter les transferts de technologies et de développement des compétences.

La Commission de l'océan indien (COI) a organisé du 18 au 21 septembre 2023 à Maurice, une conférence ministérielle sur l'économie bleue et circulaire dans les Etats insulaires d'Afrique et de l'océan indien. Les pays participants ont réitéré leur engagement à promouvoir l'économie circulaire comme levier face aux défis de la vulnérabilité climatique, environnementale et socioéconomique. Ils ont convenu de mobiliser la coopération régionale en faveur de l'économie circulaire, notamment à travers la COI, pour développer des filières communes, partager les savoir-faire et faciliter les transferts de technologies et de développement des compétences. Cette rencontre de haut niveau s'inscrit dans les activités du projet Swioflish2 de la COI sur financement de la Banque mondiale. La conférence a réuni des ministres et hauts représentants des pays AIODIS à savoir Cap Vert, Comores, France, Guinée Bissau, Madagascar, Maurice, Sao Tome Principe et Seychelles.

Les délégués de ces pays ont pu échanger avec des experts internationaux, les partenaires techniques et financiers, ou encore des acteurs non-étatiques, dont des représentants de la jeunesse, sur les cadres réglementaires de l'économie circulaire, sur le potentiel des filières des déchets pneumatiques, électriques et électroniques ou encore l'éducation à l'environnement, la lutte contre les plastiques à usage unique, entre autres. Dans son intervention, le secrétaire général de la COI Pr. Vêlayoudom Marimoutou a expliqué que l'économie bleue et circulaire est par nature multisectorielle, multi-acteurs, pluridisciplinaire et bénéfique en termes économiques, sociétaux, sanitaires et environnementaux. « Il serait réducteur de cantonner l'économie circulaire aux administrations et opérateurs chargés de l'environnement. Elle oblige à une approche globale et fédératrice en lien avec quasiment tous les objectifs de développement durable. Face à la poly-crise

environnementale, tous les enjeux sont intriqués et l'économie circulaire est un levier d'action pour nos territoires insulaires. Pour cela, il faut investir dans la science, les technologies et la recherche et développement beaucoup plus fortement, notamment en soutien aux entrepreneurs et avec l'idée d'appuis adaptés et flexibles à des destinations des innovateurs », a-t-il souligné.

Les principales retombées est entre autre l'engagement unanime à promouvoir l'économie bleue et circulaire. Cela passera notamment par le soutien à l'élaboration des cadres juridiques ou de règlements d'application dans les pays. Les pays AIODIS pourront également évaluer l'opportunité de mettre en place des incitations à l'entrepreneuriat circulaire, y compris en termes de subventions ou mesures fiscales. Egalement, une reconnaissance générale du droit à la réparation. L'opportunité de cibler les filières des pneumatiques usagés et des déchets électriques et électroniques pour faire émerger des coopérations d'économie circulaire entre les territoires grâce à une mise à l'échelle ou une capitalisation sur les avantages comparatifs. Les représentants des pays ainsi que les partenaires de la COI ont également pris note de l'appel des jeunes entrepreneurs à investir dans le capital humain et à proposer des appuis flexibles et adaptés qui répondent de manière effective aux besoins des opérateurs, etc. Notons que cette conférence ministérielle, qui clôt les activités du projet SWIOFISH2, a été organisée dans le cadre de la présidence comorienne en exercice de l'Union africaine qui fait de l'économie bleue et de la promotion des intérêts des Etats insulaires d'Afrique des priorités de son mandat.

Andjouza Abouheir

Océan Indien : Les opportunités de coopération entre artistes au cœur d'une discussion ouverte



La discussion était très animée lors de la table ronde de samedi dernier.
Diana Ramarohetra, coordinatrice pour le développement des industries culturelles et créatives de la Commission de l'Océan Indien, animera une discussion ouverte pour tous les artistes, tous domaines confondus, accompagnée par Margaux Huille, directrice de la Fondation H, ce jour.

La discussion portera sur le thème : « Tisser des liens dans la région Océan Indien : quelles opportunités de coopération avec les îles voisines? »
Cette fondation d'art contemporain opère depuis 6 ans dans des programmes dédiés à l'accompagnement des artistes d'Afrique et de ses diasporas dans leur carrière, tout en facilitant l'accès du public à l'art. Elle ambitionne de participer activement au développement et à la structuration de la scène artistique dans l'Océan Indien, en voulant être un lieu vivant, de création et de dialogue tourné en priorité vers les artistes d'Afrique et des diasporas.

Pas plus tard que le samedi 23 septembre dernier une table ronde autour de la thématique du textile comme vecteur de transmission a eu lieu, une journée d'échange à laquelle l'artiste en résidence Georgina Maxim avait participé aux côtés d'autres penseurs issus de différents domaines, tel que Tsirery Christian Randriamiarisoa, doctorant en philosophie, dans le cadre du programme public de la fondation.

Transition agro-écologique en océan Indien : le projet APTAE-OI lance ses ateliers régionaux

Pendant trois jours, du 6 au 8 septembre, s'est tenu le 1er atelier régional du projet APTAE-OI (Appropriation des Pratiques pour la Transition Agro-Ecologique Dans le sud-ouest de l'océan Indien) sur le site du Pôle de protection des plantes au Cirad (Saint-Pierre). Cet atelier a réuni plus de 60 participants en provenance de l'Union des Comores, de Madagascar, des Seychelles, de Maurice, de Rodrigues et de La Réunion. Il a permis de partager et d'inventorier les pratiques agro-écologiques expérimentées dans les différents pays de la zone et de débattre sur les différents freins et leviers à l'appropriation de ces pratiques à travers différents sessions thématiques.

Agir pour la transition agro-écologique en océan Indien

Le projet APTAE-OI est porté et coordonné par le Cirad en partenariat étroit avec des organisations qui sont la Mauritius Chamber of Agriculture, Le Vélo Vert (Maurice), co-demandeurs avec le Cirad, et avec l'ONG Initiative Développement et l'ONG Dahari basées toutes les deux aux Comores. Le projet APTAE-OI se propose d'une part d'inventorier, de capitaliser et de diffuser ces pratiques, d'en évaluer les performances socio-économiques et agro-environnementales, encore trop peu documentées. Le projet permettra de promouvoir et de diffuser les pratiques agro-écologiques pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions ciblées dont en priorité Maurice et les Comores. Parmi les livrables attendus, des guides et des capsules-vidéos pour capitaliser, partager et diffuser les connaissances et les savoirs acquis sur ces pratiques.
Ce projet régional est financé par le 11ème FED dans le cadre du programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le sud-ouest de l'océan Indien (SANOI), conduite en partenariat avec la Commission de l'océan Indien (COI).
Les projets de coopération scientifique en océan Indien portés par le Cirad à La Réunion, sont accompagnés par la Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (**PRéRAD-OI**). Pour en savoir plus sur la plateforme, **cliquez ici**.

Préservation de l'équilibre entre agriculture et écosystème : Un défi du tavy à Madagascar

En cette saison, les ressources naturelles, notamment la forêt, sont menacées. Près de milliers d'hectares sont brûlés chaque année. La pratique de hatsaka ou tavy, c'est-à-dire la pratique ancestrale de brûler la forêt, est très dominante. En fait, ce sont surtout les paysans qui adoptent cette pratique pour créer des terres cultivables. Cette méthode traditionnelle a permis à de nombreuses communautés de subsister en utilisant les ressources de leurs terres. Cependant, elle se pose désormais comme un défi majeur à la préservation de l'écosystème malgache.
Face à cette problématique, l'État ainsi que les organismes de conservation, sont confrontés à un dilemme complexe. D'un côté, il doit répondre aux besoins alimentaires de sa population et soutenir les moyens de subsistance des agriculteurs. D'un autre côté, il doit protéger son patrimoine naturel et préserver les parcs nationaux. Une solution durable est nécessaire pour concilier ces deux impératifs.

Il est crucial que l'État ne se contente pas de réprimer les agriculteurs, et qu'il examine de près les lois et les valeurs liées à la terre ainsi que les pratiques agricoles traditionnelles. Il doit encourager des alternatives durables telles que l'agriculture de conservation, la reforestation et l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. De plus, l'éducation des agriculteurs sur les conséquences de la déforestation et les avantages de la préservation de la biodiversité est essentielle.
A rappeler que le hatsaka a ses racines dans la nécessité de gagner des terres agricoles pour répondre aux besoins croissants de la population. Le manque d'espaces cultivables et la dégradation des sols ont poussé les gens à se tourner vers la forêt pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Les zones les plus touchées par cette pratique sont les parcs nationaux, en particulier dans les régions du nord, de l'ouest et de l'est de Madagascar.

Bref, cette pratique est à la fois une tradition vitale pour de nombreuses communautés locale et une menace pour l'écosystème unique de Madagascar. L'État doit jouer un rôle central dans la recherche d'une solution équilibrée qui permette aux gens de se nourrir des produits de leurs terres tout en préservant la nature. Cela nécessite une approche holistique qui intègre la conservation de l'environnement, le soutien à l'agriculture durable et l'éducation des communautés locales. L'avenir de Madagascar dépend de la capacité de trouver cet équilibre délicat.

Programme Miatrika : Pour améliorer la compétitivité des entreprises touristiques



Lors du lancement officiel du programme Miatrika.

Le programme Miatrika a été lancé officiellement dans le cadre de la célébration nationale de la Journée Mondiale du Tourisme.

Il s'agit d'un programme mené sous l'égide du ministère du Tourisme avec le soutien technique et financier du projet PIC (Pôle Intégré de Croissance). « *L'objectif consiste à améliorer la compétitivité des entreprises et la qualité des services dans le secteur du tourisme* », a expliqué le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto, lors de son lancement officiel à l'hôtel Panorama. En outre, « *la mise en œuvre de ce programme Miatrika devrait favoriser la création d'emplois tout en promouvant le recrutement de nouveaux acteurs au sein de ce secteur porteur. La contribution à la formalisation de la profession de guide touristique à Madagascar, n'est pas en reste* », a-t-il enchaîné.

Cibler 11 000 acteurs

Il faut savoir que le programme Miatrika va cibler 11 000 acteurs œuvrant dans le secteur du tourisme notamment dans les domaines du Tourisme-Hôtellerie et de la Restauration. Ces bénéficiaires opèrent dans neuf régions de l'île, y compris Analamanga. Pour la région Analamanga en particulier, la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) qui est le groupement des opérateurs touristiques dans le pays, se charge de la mise en œuvre de ce programme Miatrika avec le ministère de tutelle. « *Près de 5 000 acteurs seront formés pour la première année en établissant 243 sessions de formation en vue de développer l'employabilité tout en améliorant la compétitivité des entreprises touristiques* », a soulevé Lova Ratovomalala, le directeur exécutif de la CTM. **Suite de l'article**

GFCI 34 : Maurice améliore son rang et affirme sa proéminence dans le paysage financier international



Maurice a une fois de plus démontré sa position exceptionnelle dans la sphère financière mondiale, en obtenant un classement louable dans la dernière édition du Global Financial Centre Index (GFCI) 34 publiée le 28 septembre. Information apportée par la Financial Services Commission, Mauritius (FSC) aux acteurs de l'industrie des services financiers et au public. A cet effet, Maurice se classe désormais 68e et a gagné 24 rangs, passant de la 92e place en septembre 2022 à la 68e place en septembre 2023.
Le GFCI, un rapport semestriel du groupe Z/Yen publié depuis 2007, évalue et classe les centres financiers du monde entier sur la base de divers indicateurs critiques tels que l'environnement des affaires, le capital humain, l'infrastructure et la réputation. Le GFCI mesure et évalue la compétitivité et le classement des centres financiers à travers le monde et constitue ainsi une référence précieuse pour les décideurs politiques et les investisseurs.
Maurice, grâce à son infrastructure financière solide et à son environnement commercial favorable, s'est assurée une place de choix dans ce classement prestigieux. La récente publication du GFCI a montré que le pays a grimpé dans les rangs, reflétant ses efforts continus pour améliorer son écosystème financier et attirer les investissements internationaux. Cette réussite souligne l'engagement du pays à favoriser un secteur financier prospère qui promeut la croissance, l'innovation et la durabilité.

Maurice, reconnue pour sa stabilité et sa résilience, est une plaque tournante stratégique pour les investissements et les services financiers, servant de passerelle entre l'Afrique, l'Asie et le reste du monde. L'engagement de la juridiction à maintenir des normes élevées de gouvernance et de pratiques réglementaires a renforcé sa réputation de centre financier fiable et transparent. **Suite de l'article**

Maneesh Gobin : « Un accord sera signé avec la Corée du Sud pour attirer plus de touristes coréens »



Maurice va signer un accord bilatéral avec la Corée du Sud dans le but d'attirer plus de touristes coréens à Maurice, a annoncé Maneesh Gobin, Attorney General et ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international. Cette déclaration a été faite suite à la visite de l'ambassadeur sud-coréen, Son Yong-ho, le 28 septembre, à Port-Louis. Cette visite de courtoisie a été suivie d'une cérémonie de donation d'équipements par la République de Corée.

Maneesh Gobin a déclaré que la réunion était l'occasion pour les deux nations de réaffirmer leur engagement à maintenir des relations bilatérales solides. Il a insisté sur les excellentes relations entre les deux pays, tout en soulignant le rôle crucial des « relations de peuple à peuple » dans l'établissement de liens plus étroits. Le ministre a exprimé son souhait d'avoir un ambassadeur à part entière de la Corée du Sud à Maurice et a invité l'ambassadeur, dont la résidence officielle est Madagascar, à passer quelque temps à Maurice afin de faire l'expérience de l'hospitalité mauricienne. Maneesh Gobin a également exprimé sa profonde gratitude à la République de Corée pour sa généreuse donation.

Son Yong-ho, pour sa part, a expliqué que le don de la République de Corée aidera les employés du ministère des Affaires étrangères à mieux accomplir leur travail. Il a également commenté le futur accord bilatéral entre les deux pays visant à attirer plus de touristes coréens à Maurice qui, a-t-il ajouté, est perçue comme une destination de lune de miel.

Agenda chargé pour les émissaires des Nations Unies

Mandimbisoa R.

Une véritable course contre la montre pour l'émissaire du secrétaire général des Nations Unies qui effectue une mission à Madagascar pour tenter de trouver une issue à la crise politique pré-électorale. Après la rencontre avec le FFKM et les candidats à la présidentielle avant hier, Parfait Onanga-Anyanga et ses collaborateurs ont eu une entrevue hier avec les membres du gouvernement collégial à Mahazoarivo.

La réunion a duré deux heures durant laquelle les parties prenantes ont discuté du processus électoral. Aucun détail n'a filtré de la réunion mais à en croire le bref communiqué de la Primature, le gouvernement collégial soutient le maintien de la date du scrutin présidentiel au 9 novembre prochain. Christian Ntsay l'a martelé à plusieurs reprises en déclarant que cela s'inscrit dans l'esprit du respect de la Constitution.
La mission onusienne a par la suite poursuivi ses rencontres avec le ministre de la défense nationale, le général Josoa Rakotoarijaona à son bureau à Amparibe et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à Alarobia.

Le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU auprès de l'Union africaine, Parfait Onanga-Anyanga, ne s'est pas prononcé à l'issue des toutes ses rencontres. Après la consultation de toutes les parties prenantes, la tache s'avère délicate pour ces émissaires qui devront tenter une médiation et trouver un compromis pour aboutir à un processus électoral inclusif et transparent.

La Gazette des Comores

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les membres de la Ceni en formation

Une formation des formateurs se déroule à la Ceni. Il s'agit d'une formation destinée aux membres de la Commission nationale électorale indépendante (Ceni) relative à la gestion des élections, à savoir les outils et programme pour qu'à leur ils puissent former leurs collègues des commissions insulaires. L'armée et la presse auront aussi leur formation pour la sécurisation et la couverture médiatique du processus électoral, en vue d'un scrutin libre et transparent.



Les membres de la CENI en session de formation.

La Commission nationale électorale indépendante (Ceni) a mis en place depuis jeudi dernier un gramme de renforcement de capacités de ses membres. Ces derniers sont en formation sur la gestion des élections, en termes d'outils et instruments juridiques en vue de faciliter la gestion et l'organisation des prochaines élections de 2024. « Nous espérons que chaque membre soit suffisamment outillé pour qu'on puisse remplir notre mission en toute équité, pour la tenue des élections de manière transparente », lance un des bénéficiaires de cette formation de deux jours (jeudi et vendredi) qui a, selon lui, un seul module basé sur le processus électoral.

La formation des futurs formateurs est assurée par un expert national qui a eu à travailler pendant 6 ans pour la Ceni précédente. Et Me Gerard d'ajouter qu'il n'est pas seul, d'autres experts vont intervenir toute la semaine sur les fondamentaux utiles et indispensables pour la réussite de cette mission. Cet avocat au barreau de Moroni indique qu'à partir de ce lundi 2 octobre la Ceni va mettre en place les démembrements insulaires et communaux avant la mise en place d'une série de sessions de formation.

« Après cette formation, les bénéficiaires vont assurer à leur tour la formation des Cei et Ceii sur l'ensemble du territoire national », précise notre interlocuteur qui pense que la presse devra assister à cette formation pour mieux informer les comoriens sur le processus électoral, dans les meilleurs conditions, et cela pour respecter le chronogramme que déjà lancé depuis trois semaines. « Cette année nous avons prévu de faire plusieurs formations avec tous les acteurs impliqués », précise-t-il en citant notamment les militaires et les journalistes. « Ils ont tous un rôle à jouer pour la tenue d'élections libres et transparentes. Ils sont les auxiliaires de la Ceni », conclut-il en ajoutant que la nouveauté de cette année sera l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Ibnou M. Abdou